

TCHAD**Nouveaux combats à une cinquantaine de kilomètres de N'Djamena**

De nouveaux combats ont éclaté hier après-midi entre l'armée et les rebelles tchadiens dans la zone de Massaguet, à 50 km au nord-est de N'Djamena, où ils s'étaient déjà affrontés dans la matinée, a-t-on appris de sources militaires dans la capitale tchadienne.

«Il y a à nouveau des combats en cours à Massaguet», a affirmé l'une de ces sources, une autre parlant d'"accrochages". Les rebelles avaient affirmé auparavant avoir dépassé Massaguet et avancer vers la capitale. Une source militaire à N'Djamena avait également dit qu'une colonne rebelle avait été signalée progressant vers la ville.

Mais plusieurs sources militaires ont par la suite démenti cette avancée.

«En début de matinée, ils semblaient avancer très vite, mais depuis ils se sont stabilisés», a expliqué un haut gradé à l'AFP. Dans la matinée, l'armée et l'alliance des trois principales rébellions tchadiennes s'étaient violemment battues, pendant une heure, dans la zone de Massaguet. Les deux camps ont ensuite affirmé avoir repoussé l'adversaire.

Les rebelles, qui ont traversé le Tchad sur plus de 700 km depuis lundi à bord de quelque 300 pick-up pouvant transporter dix à quinze hommes chacun, avaient donné jeudi jusqu'à hier au président tchadien Idriss Deby Itno pour engager des négociations pour le partage du pouvoir.

Taiwan va organiser un référendum sur son adhésion à l'ONU

La commission électorale taïwanaise a annoncé, hier, que l'île allait organiser un référendum sur une éventuelle adhésion aux Nations unies, le 22 mars, jour de l'élection présidentielle.

Le référendum, soutenu par le président Chen Shui-bian, demandera aux électeurs s'ils «sont d'accord avec l'idée que le gouvernement doit chercher à adhérer aux Nations unies sous le nom de Taïwan pour exprimer la volonté du peuple de Taïwan et renforcer le statut international de Taïwan», a indiqué la commission dans un avis diffusé sur son site Internet. Taïwan a perdu son siège aux Nations unies en 1971. Il avait été attribué à la République populaire de Chine, qui considère l'île comme partie intégrante de son territoire et envisage toujours de la réunifier au continent, si besoin par la force. La commission a également donné son feu vert à un référendum distinct proposé par le parti d'opposition Kuomintang (KMT), favorable à un rapprochement avec Pékin. Dans cette version, il sera demandé aux électeurs si l'île devrait chercher à adhérer aux Nations unies ou à d'autres organisations internationales sous son nom officiel «République de Chine», sous le nom Taïwan ou sous un autre nom. Le président taïwanais Chen Shui-bian, dont le Parti démocratique progressiste (DPP) a enregistré un revers aux élections législatives le mois dernier, a fait de ce référendum sur le retour de Taïwan au sein des Nations unies, son cheval de bataille, alors que cette initiative irrite à la fois la Chine et les Etats-Unis. L'île n'est reconvenue sur le plan diplomatique que par une vingtaine de pays.

EUROPE / SAHARA OCCIDENTAL**Le Polisario renforce sa structuration en Belgique**

Lors d'une cérémonie au siège du Front Polisario à Bruxelles, Mohamed Sidati, ministre chargé des Relations avec l'Europe, a présenté le nouveau coordinateur et représentant du Front Polisario en Belgique.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Avant sa nouvelle affectation ici, dans la capitale belgo-européenne, ce responsable occupait les mêmes fonctions en Allemagne. Très connu, ici, à Bruxelles, où il avait déjà séjourné, Si Djamel ou Djamel comme l'appellent les Sahraouis et les intimes, aura pour mission, capitale, d'animer et de gérer le redéploiement du Front Polisario en Belgique. La tâche est compliquée, faut-il le rappeler, en ce sens que 2008 sera l'année d'intenses et régulières actions et activités pour mettre sur scène et à

l'ordre du jour la question sahraouie, comme le recommande la dernière conférence mondiale de soutien au peuple sahraoui tenue à Rome l'an dernier.

Pour rappel, le congrès du Polisario (Tifariti, territoires sahraouis libérés, 2007) a pris plusieurs décisions stratégiques, dont celle, précisément, de booster davantage la mobilisation autour de ce dernier cas de décolonisation en Afrique.

L'Europe dont le positionnement par rapport à la question est acté comme positivement neutre, peut et doit peser de tout son poids pour permettre au peuple sahraoui de jouir pleinement

de son droit à l'autodétermination comme toutes les résolutions pertinentes des Nations unies le permettent et l'exigent.

Dans cet ordre d'idées, Bruxelles sera le théâtre de plusieurs manifestations d'envergure allant dans ce sens au courant de cette année 2008.

Lors de la présentation du nouveau représentant du Polisario en Belgique, M. Pierre Galand, sénateur belge, président de la Conférence mondiale de soutien au peuple sahraoui, a pris la parole pour annoncer les mesures allant dans ce sens. Et notamment, l'installation prochaine d'une structure plus efficace de solidarité avec les Sahraouis à Bruxelles. Plusieurs personnalités du monde politique et associatif belges ont pris part à la cérémonie dont

le secrétaire général de Oxfam, des députés belges, tant néerlandophones que francophones, des journalistes et des représentants de comités de solidarité avec le peuple sahraoui.

La présence de Paulette Paulsen, éminente juriste, au pedigree impressionnant et compétence reconnue universellement, n'est pas passée inaperçue. Paulette Paulsen, soulignons-le, est l'auteur de plusieurs ouvrages prouvant par A+B que la question sahraouie est inscrite en droite ligne de la doctrine de décolonisation et que seul un référendum, libre, honnête et crédible, permettra au peuple sahraoui de choisir son sort, de s'autodéterminer.

L'ex-représentant du Polisario en Belgique a été affecté en Espagne.

A. M.

ATTAQUE DE L'AMBASSADE D'ISRAËL EN MAURITANIE**Paris confirme trois Français blessés**

Paris a confirmé, hier, que trois Français avaient été blessés dans l'attaque contre l'ambassade d'Israël en Mauritanie, et indiqué que le chef de la diplomatie Bernard Kouchner se rendrait dans ce pays jeudi et vendredi prochains.

«Le dernier état des informations fait ressortir que trois Français blessés» lors de l'attaque à l'arme automatique contre la mission diplomatique israélienne, a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Pascale Andréani.

Mme Andréani a ajouté que ces personnes ne travaillaient pas à l'ambassade israélienne, mais a assuré ne pas être en mesure à ce stade de donner

plus de précisions. Des hommes armés ont attaqué à l'arme automatique hier à Nouakchott l'ambassade d'Israël en Mauritanie, un des rares pays de la Ligue arabe à avoir des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, faisant trois blessés, tous Français, dont deux par des balles perdues.

M. Kouchner a, dans une déclaration écrite, fait part de sa «sympathie» aux personnes blessées. «Je renouvelle aux autorités mauritaniennes et israéliennes toute ma solidarité face à cet acte terroriste dont les auteurs doivent être poursuivis et jugés», a-t-il ajouté.

Le Quai d'Orsay a, par ailleurs, indiqué que M. Kouchner se rendrait en visite en Mauritanie jeudi et vendredi «à la

suite des événements» survenus ces dernières semaines dans ce pays. Mme Andréani n'a pas donné de précisions sur le programme du ministre.

L'attaque contre l'ambassade israélienne intervient un mois après l'assassinat de quatre touristes français par des hommes présentés comme proches de la mouvance d'Al-Qaïda, et l'annulation du rallye Dakar-2008 en raison de menaces terroristes.

Les autorités françaises avaient fait de fortes pressions sur les organisateurs du rallye pour l'annulation de cette compétition, alors que les autorités mauritaniennes avaient assuré être en mesure de garantir la sécurité du parcours sur leur territoire.

UNION AFRICAINE**Jean Ping élu à la présidence de la Commission**

Les 53 Etats membres de l'Union africaine (UA) réunis en sommet à Addis Abeba ont désigné hier le Gabonais Jean Ping pour succéder à Alpha Oumar Konaré à la tête de la Commission de l'organisation continentale, a appris l'AFP de sources diplomatiques.

M. Ping, ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre du Gabon, était donné favori dans la course à la succession de M. Konaré qui préside la Commission de l'UA depuis 2003 et qui souhaitait quitter son poste.

«L'élection de M. Ping a eu lieu au premier tour, les chefs d'Etat procèdent maintenant à l'élection du vice-président», a indiqué un diplomate à l'AFP.

Cette élection est intervenue après

l'étude, hier matin en séance à huis clos, d'un rapport d'audit très critique sur le fonctionnement de la Commission de l'UA, organe exécutif de l'organisation, et la gestion de l'organisation.

«Je sais bien les qualités qu'il a. Il est capable de représenter l'Afrique toute entière. On va collaborer avec lui pour arriver à conclure l'espoir de l'Afrique: la réalisation des Etats unis d'Afrique», a indiqué Ali Triki, ministre libyen des Affaires africaines.

«La priorité pour lui c'est de continuer de travailler pour la création d'un gouvernement de l'Union comme étape à la création des Etats unis d'Afrique», a-t-il insisté.

M. Konaré avait annoncé son départ de longue date, mais il avait été repous-

sé en raison des débats internes à l'UA sur la constitution des «Etats unis d'Afrique» et du gouvernement de l'Union» et la réforme des institutions.

Au cours de l'ouverture du Conseil exécutif, réunion des ministres africains des Affaires étrangères préparatoire au sommet, M. Konaré avait souligné la nécessité de renforcer les pouvoirs de la Commission et notamment de son président.

«Il est important que notre organisation, encore jeune, se renforce et tire les leçons des quatre années passées. Le président de la Commission doit avoir une réelle autorité pour mener un vrai travail d'équipe et asseoir une meilleure gouvernance», avait-il lancé en message d'adieu.